

fo. hebdo

FAC
SIMILE

FO organe officiel de la c.g.t. force ouvrière

n° 1531 • mercredi 7 décembre 1977 • prix 1 F

1947-1977

1947-1977
30 ANS

**AU SERVICE DE LA CLASSE OUVRIÈRE
ET DE LA LIBERTÉ DU SYNDICALISME**

sommaire

Ce numéro spécial est exclusivement réservé à l'évocation du trentenaire de Force Ouvrière.

Nos camarades retrouveront leurs rubriques habituelles dans le numéro daté du 13 décembre.

EDITORIAUX

- Trente ans après André BERGERON
- Contre toute emprise politique Robert BOTHEREAU
- Nous sommes réunis ici pour défendre la liberté Roger LERDA

HISTOIRE

- Ce mois où se joua l'avenir André VIOT
- Comment les syndicats en sont arrivés là... Roger MICHAUD
Jean-Marc GARAMOND
Alain MANEVY

BILAN

- Trente années d'activités confédérales et fédérales.

fo.hebdo

Ce numéro spécial commémorant trente ans de syndicalisme Force Ouvrière a été réalisé par

ROGER MICHAUD

assisté de Max Rolland, Raymonde Gruat, Jean-Michel Grunebaum, Marie-Hélène Camus, Alain Manevy, Monique Baurfrère, Catherine Girard, Henri Pradal et avec le concours des Secrétaires de nos principales Fédérations.

198, avenue du Maine, Paris 14^e
Tél. 539.22.03

fondé dans la clandestinité sous le titre « Résistance Ouvrière »

N° de commission paritaire 947 D 73
4^e trimestre 1977 ISSN 0399-4708

abonnement: 1 an métropole: 45F,
étranger: 60F; CCP 5889-99 Paris

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

André Bergeron

photocomposition: Offprint
impression: Les Marchés de France

L'INTERNATIONALE

paroles de...

C'est la lutte finale
Groupons-nous et demain
L'Internationale
Sera le genre humain.

I
Debout! les damnés de la terre!
Debout! les forçats de la faim!
La raison tonne en son cratère
C'est l'éruption de la fin.
Du passé, faisons table rase
Foule esclave, debout, debout!
Le monde va changer de base,
Nous ne sommes rien, soyons tout!

II
Il n'est pas de sauveurs suprêmes,
Ni Dieux, ni César, ni tribun,
Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes,
Décrétons le salut commun!
Pour que le voleur rende gorge,
Pour tirer l'esprit du cachot,
Soufflons nous-mêmes notre forge,
Battons le fer quand il est chaud!

III
L'Etat comprime et la loi triche,
L'impôt saigne le malheureux,
Nul devoir ne s'impose au riche,
Le droit du Pauvre est un mot creux.
C'est assez languir en tutelle,
L'Egalité veut d'autres lois,
« Pas de droits sans devoirs » dit-elle,
Egoux, pas de devoirs sans droits.

C'est la lutte finale
Groupons-nous et demain
L'Internationale
Sera le genre humain.

IV
Hideux dans leur apothéose,
Les rois de la mine et du rail
Ont-ils jamais fait autre chose
Que dévaliser le travail?
Dans les coffres-forts de la bande
Ce qu'il a créé s'est fondu,
En décrétant qu'on le lui rende
Le peuple ne veut que son dû.

V
Les rois nous saoulent de fumées,
Paix entre nous, guerre aux tyrans!
Appliquons la grève aux armées,
Crosse en l'air et rompons les rangs.
S'ils s'obstinent, ces cannibales,
A faire de nous des héros,
Ils sauront bientôt que nos balles
Sont pour nos propres généraux.

VI
Ouvriers, paysans, nous sommes
Le grand parti des travailleurs;
La terre n'appartient qu'aux hommes,
L'Oisif ira loger ailleurs.
Combien de nos chairs se repaissent!
Mais, si les corbeaux, les vautours
Un de ces matins disparaissent,
Le soleil brillera toujours.

PARIS, JUIN 1871
...Eugène POTTIER



ANDRÉ BERGERON
Secrétaire général

TRENTE ANS APRÈS !

DANS quelques jours nous commémorerons le 30^e anniversaire de la naissance de la CGT-FO. C'est en effet le 19 décembre 1947 que la Conférence des Groupes Force Ouvrière décidait la rupture avec la CGT. C'est à cet événement, et aux circonstances devenues historiques qui le précédèrent, que nous consacrons ce numéro de « FO Hebdo ».

Pas de cohésion sans démocratie

Quelques semaines plus tôt, les 8 et 9 novembre 1947 les mêmes militants, réunis à la salle Lancry à Paris, déclaraient solennellement que l'unité ouvrière ne pourrait résister à la politisation des organisations syndicales. Cette unité supposait, en effet, le respect constant des règles d'une véritable démocratie ainsi que la plus fraternelle tolérance.

Les militants dénonçaient comme dangereuse, pour l'unité syndicale et la force du syndicalisme ouvrier, la recherche systématique des postes de direction par les hommes du parti communiste en vue de faire du mouvement syndical un instrument de leur parti.

Et, dans cet esprit, ils lançaient un appel à la majorité communiste de la CGT, lui demandant d'avoir en vue, au-dessus de toutes considérations partisans les mêmes soucis supérieurs de puissance et de cohésion du syndicalisme ouvrier et de la Confédération Générale du Travail.

Cet appel ne fut pas entendu. Il ne pouvait l'être, étant donné que le parti communiste français — et derrière lui la majorité de la CGT — étaient engagés dans une vaste entreprise liée aux intérêts de l'Union soviétique de Joseph Staline.

Haine et violence

Les incidents se multiplièrent. Les éléments communistes déclenchaient des grèves sans consultation des travailleurs, en violation constante des statuts de la CGT. Tous les moyens étaient utilisés, y compris les violences physiques. Ce fut le cas, notamment à l'Assistance publique à Paris, chez Berliet à Lyon, aux usines Renault du Mans.

Dans les PTT on vit des éléments communistes se lancer à l'assaut de centraux télégraphiques et téléphoniques. A Marseille, le Palais de Justice et l'Hôtel de Ville étaient mis à sac.

Le Pas-de-Calais était en quasi état de siège. De nombreux militants FO durent être hospitalisés suite aux coups reçus ou avec du poivre dans les yeux. Les vitres de leurs maisons étaient brisées.

Quelques-uns furent promenés dévêtus. Aux ateliers des chemins de fer de Oullins, de violentes bagarres firent deux morts. Des appartements étaient saccagés. Et que nos lecteurs sachent bien — et en particulier les jeunes — que le rappel de ce qui s'est passé ne relève nullement de l'imagination.





*Toutes ces informations – et beaucoup d'autres du même genre – ont été données par les militants FO à la tribune de la Conférence d'où devait sortir la scission.
Toutes peuvent être retrouvées dans la presse de l'époque.*

Un cœur plus humain

C'est dans ce climat de violence et de haine que s'est donc tenue, à la Salle des Horticulteurs à Paris, la seconde Conférence des Groupes Force Ouvrière.

La décision de rompre avec la CGT ne fut pas prise de gaieté de cœur par les militants qui tous y assumaient des responsabilités importantes et, qui comme devait le dire Léon Jouhaux, dans un discours ô combien poignant « parce que leur cœur était plus humain que celui des autres, parce que la CGT c'était leur œuvre, parce que c'est eux qui l'avaient bâtie, qui en avaient pétri la chair et qui lui avaient donné sa spiritualité humaine ».

Mais les responsables des Groupes Force Ouvrière ne pouvaient hésiter car c'est la démocratie et la liberté qui étaient en cause.

... Et dans le monde

C'est donc ainsi qu'est née la CGT-FO. Constatant que les ordres de grève lancés par la majorité communiste, l'avaient été dans le mépris le plus total de la démocratie syndicale et souvent contre la volonté de la majorité des travailleurs, constatant que son appel en vue de maintenir l'unité ouvrière n'avait pas été entendu, tirant les conséquences logiques d'une situation, qu'elle n'avait pas voulue et qu'elle avait tout fait pour éviter, la Conférence des Groupes Force Ouvrière demandait à tous ses militants responsables de constituer sans délai l'organisation sur le plan des syndicats, des Unions départementales et des Fédérations, afin de préparer dès que possible le Congrès constitutif de la véritable Centrale Confédérée de tous les travailleurs. Ce fut fait en avril 1948. Et à Frachon déclarant « La CGT continue », Robert Bothereau répondit : « Nous continuons la CGT ! »

La scission de la CGT française fut accompagnée, pour les mêmes raisons, par celle de la CGIL italienne.

Et un peu plus d'un an après ce fut l'éclatement de la Fédération Syndicale Mondiale communiste. Toutes les grandes Confédérations syndicales dans la plupart des pays démocratiques constituèrent à Londres la Confédération Internationale des Syndicats Libres dont la CGT-FO est membre comme le DGB allemand, les TUC britanniques, l'Union syndicale suisse, les organisations scandinaves, la FGTB belge, le NVV hollandais ainsi que beaucoup d'autres dans le monde entier.

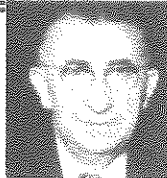
Un acte de foi

Nous avons voulu donner une place importante aux événements de décembre 1947 dans ce numéro. Ils eurent une portée considérable non seulement en France, mais aussi en Europe et dans le monde entier. Nos lecteurs constateront à quel point les causes réelles de la scission n'ont vraiment rien à voir avec les ragots répandus depuis 30 ans par le parti communiste et la CGT.

Peut-être eut-il été difficile de rappeler tout cela il y a quelques semaines. Mais les choses ont changé et beaucoup se rendent compte aujourd'hui que ce qu'ils considéraient comme notre sectarisme n'était que le reflet de la réalité.

Alors, nos militants participeront nombreux, à Paris et en province, aux manifestations commémoratives du 30^e anniversaire.

Il ne s'agira pas seulement d'une évocation du passé mais d'un acte de foi dans l'avenir du syndicalisme libre et par conséquent de la démocratie et de la liberté.



ROBERT BOTHEREAU
Secrétaire général
de 1948 à 1963

« CONTRE TOUTE EMPRISE POLITIQUE »

CES jours prochains, la Confédération Force Ouvrière célébrera le trentième anniversaire de sa naissance. Encore que, si nous quittions la CGT au soir du 19 décembre 1947, ce n'est qu'à son congrès constitutif en avril 1948 qu'elle reçut sa consécration officielle et son nom de baptême.

Mais pourquoi ce divorce ? Faut-il le rappeler ? Toutes choses dans le monde, y compris dans le monde syndical, sont devenues si confuses qu'il n'est peut-être pas inutile d'en redire aujourd'hui les raisons.

Fondamentalement, ce divorce est le produit d'une mésalliance entre les tenants de deux conceptions incompatibles de ce que doit être et de ce que peut faire le syndicalisme ouvrier. Jetons donc un regard rapide sur son histoire.

Un congrès tenu à Limoges en 1895 décidait la création d'une organisation « unitaire et collective » prenant pour titre Confédération Générale du Travail dont les éléments constitutifs : fédérations d'industrie et Bourses du Travail, convenaient de se « tenir en dehors de toutes écoles politiques ».

Ainsi en ira-t-il, avec rappel de la Charte d'Amiens en 1906, jusqu'au Congrès tenu à Lyon en 1919 où deux tendances s'affrontèrent ouvertement. L'une rappelait le texte et les principes d'indépendance de la Charte et approuvait la ligne de conduite de la Confédération dans la période de guerre (1914-1919). L'autre tendance accusait la CGT d'avoir pratiqué une politique de compromission et lançait un appel pour la révolution ouvrière mondiale se terminant par ce cri : « Vive la République internationale des Soviets ». La première tendance réunissait treize cent et quelques voix, la seconde en regroupait à peine six cents. On en resta là.

Mais l'affrontement reprit de même manière au Congrès d'Orléans en 1920 où est présentée une demande d'adhésion à l'Internationale révolutionnaire de Moscou, puis à nouveau au Congrès de Lille (1921). A Lille, les divisions étaient devenues si profondes et les forces en présence si peu disproportionnées (1572 voix contre 1325), que l'unité ne put se maintenir entre majoritaires et minoritaires. Ceux-ci décidant alors de créer leur propre organisation, la « Confédération Générale du Travail unitaire » ; unitaire on se demande pourquoi. La première scission dans le mouvement syndical était consommée.

La vie syndicale se continua ainsi dans la concurrence, dans le combat, entre confédérés et unitaires, jusqu'aux années 1935-1936.

Alors, la menace que les ligues factieuses avaient en 1934 fait peser en France sur les institutions démocratiques allait susciter un climat favorable au rapprochement des forces syndicales devant aller par paliers successifs jusqu'à leur unification confédérale dans un congrès tenu à Toulouse en 1936. Officiellement, la CGTU se sabordait au bénéfice de l'ancienne et à nouveau seule, Confédération Générale du Travail. A ce congrès, on discutera structure et, bien entendu, orientation. Quant à celle-ci, les ex-unitaires en tenaient pour le programme dit du Front Populaire établi par l'ensemble des organisations anti-fascistes. Les confédérés, sans condamner ce programme, défendaient prioritairement les objectifs du Plan de rénovation économique et sociale dit « Plan de travail » de la CGT.

Finalement, au bénéfice de l'euphorie unificatrice, un accord fut conclu sur cette double référence — ce que nous eussions pu en somme appeler notre Programme Commun.





Mais, était-ce bien là la question? Etaient-ce la paix, la communion, l'union véritables? Que non pas. Le congrès suivant, tenu à Nantes, en 1938 allait voir — déjà — se dessiner une tentative ouverte de mainmise des ex-unitaires sur la direction confédérale. Cela sous la forme d'une proposition de modifications aux statuts présentée par l'Union de la Région Parisienne et tendant à modifier au bénéfice des unitaires la composition du comité Confédéral national, dont on sait l'importance dans le comportement de la Confédération.

L'unité organique (on employait ce terme) allait se continuer... une année encore. Jusqu'en, 1939, jusqu'à la signature du Pacte Staline-Ribbentrop donnant à Hitler les mains libres pour envahir la Pologne.

Alors les éléments communistes de la CGT — les ex-unitaires — choisissent d'approuver Staline. L'unité syndicale n'y résiste pas. Le 18 décembre 1939 le Bureau Confédéral annonce : « Devant cette situation douloureuse le Bureau déclare qu'il n'y a plus de collaboration possible avec ceux qui n'ont pas voulu ou pas pu condamner une telle attitude ».

Ainsi nous entrions dans une nouvelle scission, la seconde... et dans la guerre.

Mais la guerre c'est la défaite, l'occupation du territoire et Pétain à Vichy avec la Charte du Travail et la dissolution de la CGT. C'est aussi la résistance, la clandestinité et le besoin ressenti de faire front commun. Pour ce faire, nous concluons accord au Perreux. Nous convenons de rassembler les forces syndicales. Car les éléments communistes étaient eux aussi entrés dans la résistance après l'envahissement de la Russie par l'armée allemande.

Ainsi fut fait. Sans doute fallait-il assumer au mieux les tâches immenses du présent. Mais — et déjà je l'ai écrit et je me cite — le vice de l'accord du Perreux fut d'avoir voulu coordonner les tâches de résistance des syndicalismes clandestins — ce qui était une nécessité — et amorcer une œuvre constructive commune aux deux associés dans un syndicalisme ressoudé — ce qui était une impossibilité et sans doute plus qu'une erreur comme allait le démontrer la suite des événements.

Etre « contre » c'est facile, mais construire ensemble lorsqu'on n'est pas d'accord!

Donc une nouvelle réunification était décidée. Ce qui veut dire — l'union étant entachée d'un vice rédhibitoire — qu'une nouvelle scission y était contenue en puissance.

Nous voici maintenant en 1947. On sait de quoi il retourne. La cohabitation dans la mésalliance était devenue lutte ouverte. L'histoire en a été écrite, avant même que la scission n'intervienne, dans une brochure de l'époque rassemblant des articles du journal Force Ouvrière, sous le titre parlant : « Le drame confédéral ».

Un ultime appel à la raison fut lancé lors d'une conférence nationale des militants des groupes FO en novembre 1947. S'adressant à la majorité confédérale il la mettait en garde « contre les dangers de son attitude et le péril que l'emprise politique faisait courir au mouvement syndical ».

Peine inutile. Il était trop tard pour un redressement interne. Les éléments communistes de la CGT, trop sûrs d'eux, et leur parti, trop volontariste, ne nous offraient d'autre moyen de conserver en France un syndicalisme libre que de le doter de sa propre organisation. Ce qui fut décidé dans une seconde conférence des groupes FO le 19 décembre 1947. Il y a trente ans.

A l'inverse des scissions précédentes, c'est nous, cette fois, qui quittons la vieille maison.

L'eussions-nous gardée sans l'accord du Perreux? Elle était nôtre après 1939. Que donc serait en France aujourd'hui le syndicalisme s'il en était toujours ainsi? La question pourrait être posée. Mais en 1943 l'occupant était là et la lutte commune était indispensable. De toute façon on ne refait pas l'histoire.



Que nous réserve l'avenir?

A chacun de comprendre que ces drames répétés n'eurent d'autre cause que des faits extérieurs aux objets du syndicalisme : en 1921 les suites de la révolution russe, en 1939 la signature d'un pacte germano-soviétique et en 1947 la mainmise du Parti Communiste sur le syndicalisme français. Lequel parti a toujours besoin dans ses aspirations au pouvoir du tremplin d'un syndicalisme à son usage.

Fasse donc que nous servent demain ces expériences du passé qui expliquent et justifient notre devise : « Contre toute emprise politique ».



ROGER LERDA
Secrétaire confédéral

Note du militant

« NOUS SOMMES RÉUNIS ICI POUR DÉFENDRE LA LIBERTÉ »

(Léon Jouhaux)

ON sait quelle fut l'action des militants communistes au sein de la CGT à la Libération. Ils ne s'embarrassèrent d'aucun scrupule pour s'emparer des leviers de commande de l'organisation syndicale qu'ils mirent au service du parti communiste.

Lors de l'unité de 1936, après d'âpres polémiques, il avait été entendu, à travers l'article 10 des statuts de la CGT réunifiée, que les membres du Bureau confédéral ne pourraient pas appartenir aux organismes directeurs d'un parti politique. Dix ans après, au congrès d'avril 1946 de la CGT, les communistes, devenus majoritaires, firent disparaître cette interdiction...

Dans un article « La toile se tisse » Robert Bothereau qui devait devenir le premier secrétaire général de la CGT-FO a écrit :

« C'est une page d'histoire pleine d'enseignement que celle de l'investissement de la Centrale cégétiste par un parti politique (...). L'unité syndicale aurait pu signifier l'étouffement du syndicalisme de parti. Elle aura, tout au contraire, permis son extension ».

Il est nécessaire de rappeler aussi ce que fut l'époque de l'après-Libération. Il y avait des ministres communistes au sein du gouvernement français. Et l'on sait les slogans qui furent lancés à la classe ouvrière par les syndicalo-communistes : il fallait travailler et mettre une sourdine aux revendications. La grève était considérée comme « L'ARME DES TRUSTS ». Mais lorsque le parti communiste n'eut plus de ministres en 1947, les mêmes syndicalo-communistes changèrent d'attitude : il n'était plus question d'assurer la production.

Et ce fut la grève insurrectionnelle imposée par l'appareil du parti (novembre-décembre 1947). L'atmosphère dans la CGT devint irrespirable. Au point qu'en décembre 1947, les militants, groupés autour du journal « Force Ouvrière » furent contraints de quitter la CGT et constituèrent la CGT-Force Ouvrière pour sauvegarder le syndicalisme libre et indépendant.

Ainsi donc, les communistes, par leur volonté de subordonner le syndicalisme à leur parti, ont-ils été à nouveau responsables de la cassure.

Aujourd'hui, comme lors de l'unité de 1936, les communistes se prétendent à la fois unitaires et partisans de l'indépendance syndicale.

Pour comprendre leur attitude, il nous faut remonter aux sources et reproduire l'article de Piatnitski, un des militants les plus en vue de l'Internationale communiste, paru dans « Les Cahiers du Bolchevisme » du 1^{er} novembre 1934 :

« L'unité du mouvement syndical — écrivait-il — assure au parti communiste la possibilité d'exercer son influence sur des masses plus larges que ce n'est le cas actuellement. C'est pourquoi les camarades français ont agi avec juste raison en ne faisant pas dépendre la question de l'unité de la question de l'indépendance du mouvement syndical ».

« Que signifie cette indépendance ? Les communistes renoncent-ils à avoir des fractions communistes dans ces syndicats, renoncent-ils d'y poursuivre leur politique ? Bien entendu que non.

« Les communistes français voulant réellement faire un grand pas dans la direction de l'Unité syndicale, ont accepté la formule de l'indépendance, mais cela ne veut nullement dire qu'ils renoncent, dans la moindre mesure, à la tâche d'influencer par tous les moyens à travers leurs fractions, l'activité de ces syndicats uniques. C'est pourquoi les communistes ne posent pas comme condition à l'unité la reconnaissance préalable formelle du rôle dirigeant du parti communiste





dans les syndicats uniques ; mais par leur travail dans ces syndicats ils s'efforceront de convaincre réellement la majorité des membres de la justesse de la direction communiste » (1)

Les « enseignements » de Losowsky Secrétaire de l'Internationale Syndicale Rouge

« Vous pouvez signer des compromis, mais il est important que par la suite, vous les dédaigniez ; qu'après la signature de ces compromis vous continuiez à suivre, sans vous laisser égarer, votre ligne de conduite. Tromper l'ennemi, c'est notre droit, notre devoir ».

« Pour une dent, deux dents ; pour un œil, toute la gueule (sic) ; c'est comme cela qu'on doit lutter avec les réformistes. Quand les communistes demeurent dans les syndicats réformistes, ils le font dans le but de mettre toute l'organisation sens dessus dessous, d'en chasser les réformistes et de tourner l'énergie de la partie révolutionnaire de la classe ouvrière vers la conquête des masses ».

« Nous devons avoir un ferment communiste qui disloque les organisations réformistes et nous donne la possibilité d'englober des masses toujours plus grandes ».

On ne peut pas être plus clair. Et pourtant nos camarades en 1936, dans leur candide sincérité – suivant l'expression de Bothereau – crurent à la bonne foi des syndicalo-communistes qui juraient de respecter à l'avenir l'indépendance syndicale...

En fait, l'on sait que toutes les grandes décisions prises sur le plan syndical ne le sont par les communistes que dans la mesure où leur parti est d'accord.

Auguste Lecœur, qui fut « dauphin » de Thorez, écrit dans son « Autocritique attendue » a propos de la célèbre grève insurrectionnelle dans les mines d'octobre-novembre 1948 :

« Pendant toute la durée du mouvement, aucune réunion du secrétariat (du parti communiste) ne s'est tenue sans la participation d'un camarade dûment responsable du Bureau confédéral et de ceux de la Fédération nationale du sous-sol. Mieux, vers la fin de cette grève, le secrétariat, outre les réunions régulières, se réunissait exceptionnellement avec les camarades cités plus haut pour en examiner le déroulement. C'est au secrétariat ainsi élargi que fut décidée la reprise du travail. Aucun des mots d'ordre de cette grève du premier au dernier jour n'ont été donnés sans qu'auparavant ils soient discutés avec le secrétaire général du parti » (2).

Nos camarades mineurs FO qui subirent tant d'actes de violence au cours de cette grève, savent parfaitement à qui ils les doivent.

Et quand on connaît le rôle joué par la CGT tchécoslovaque mobilisée par le PC en 1947-1948 pour imposer la « démocratie populaire » (quel euphémisme !), on est en droit de se demander ce qui aurait bien pu se passer en France si la classe ouvrière n'avait pas réagi grâce à « Force Ouvrière ».

Oui, Léon Jouhaux avait bien raison de proclamer au congrès constitutif de la CGT-FO : « Nous sommes réunis ici pour défendre la liberté ! ».

Sans la liberté le syndicalisme authentique ne peut s'épanouir dans son action de classe. Son rôle primordial est donc la défense de la liberté, c'est ce rôle qu'il a toujours su remplir : dans la Résistance à travers ses martyrs, à la Libération, après la guerre et depuis. C'est le rôle permanent qui lui sera toujours dévolu, car il n'y a pas de progrès sans liberté.

Puissions-nous pleinement le comprendre alors que l'insécurité, la violence et l'intolérance risquent de nous conduire à l'aventure.

Puissent les jeunes surtout saisir la chance que leur offre une organisation comme la nôtre, grâce à laquelle, dans la plus pure tradition de fraternité syndicale, se forge le destin de la classe ouvrière ; qu'ils sachent bien ceci : il n'y a pas de bien plus précieux que la liberté !

1) Piatnitski fut arrêté lors des « purges » staliniennes en 1937 malgré la protestation de la veuve de Lénine, N.N. Kroupskaïa. Il fut exécuté comme tant d'autres chefs de l'Internationale communiste (Komintern). Il avait été qualifié, lors de son arrestation, de « provocateur à la solde de la police secrète tsariste ». A été, depuis, réhabilité. C'est beau la légalité « socialiste »...

2) « L'autocritique attendue » par A. Lecœur. Editions Girault S.A., 11, rue Gaston-Latouche, Saint-Cloud (1955).